

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

« ET SI NOUS ARRÊTIONS VRAIMENT ? »

Handicap, grand âge, aide à domicile, protection de l'enfance, petite enfance, hébergement, insertion, santé…

Les associations chiffrent ce qui est aujourd'hui en jeu

Paris, le 8 octobre 2026 – À quatre jours du lancement de la mobilisation nationale « Et si nous arrêtions vraiment ? », l'Uniopss et plusieurs grandes fédérations et associations des solidarités et de la santé ont présenté ce jeudi 8 octobre une cartographie des personnes et des missions qui dépendent aujourd'hui de l'action associative. Handicap, grand âge, aide à domicile, protection de l'enfance, petite enfance, hébergement, logement, insertion, grand âge, santé : derrière chaque chiffre, les organisations alertent sur des missions déjà fragilisées et, pour certaines, des activités désormais réduites ou arrêtées faute de moyens. Dans le même temps, la Fédération des acteurs de la solidarité (FAS) a dévoilé les premiers résultats de sa nouvelle étude 2026 « Associations de solidarité : l'étau se resserre ».

« Voilà le résultat » : derrière les associations, des centaines de milliers d'enfants et d'adultes directement concernés

La mobilisation nationale qui va être lancée le 12 octobre pose une question volontairement provocatrice : que se passerait-il si les associations des solidarités et de la santé n'étaient plus en mesure d'assurer leurs missions ? La cartographie présentée le 8 octobre permet d'en mesurer concrètement l'ampleur, secteur par secteur.

- **Aide à domicile** : 1,8 million de personnes fragiles seraient privées d'une aide essentielle pour se nourrir, se laver et continuer à vivre chez elles. Source affichée : Cour des comptes, 2026.
- **Handicap** : 174 200 enfants et 321 500 adultes en situation de handicap seraient privés de leur accompagnement quotidien. Source affichée : DREES, Le handicap en chiffres, édition 2024 – données à fin 2022.
- **Protection de l'enfance** : 380 000 enfants et jeunes, accompagnés majoritairement par les associations et bénéficiant aujourd'hui d'une mesure d'aide sociale à l'enfance, seraient concernés. Source affichée : DREES, 2024.
- **Hébergement et logement** : 470 000 personnes seraient privées d'une solution d'hébergement ou de logement. Source affichée : DREES, 2025.
- **Insertion par l'activité économique** : 300 000 personnes seraient privées d'un parcours d'accompagnement vers l'emploi par l'activité économique. Source affichée : DARES, 2025.
- **Grand âge** : plus de 201 000 personnes âgées seraient privées d'accueil dans les Ehpad et les résidences autonomie gérés par le secteur associatif. Source affichée : DREES, 2023.
- **Professionnel(le)s** : 1,2 million de salariés du secteur associatif sanitaire et social assurent aujourd'hui des missions au service des personnes les plus fragiles. Source affichée : Uniopss, CRDLA Solidarités-Santé, Recherches & Solidarités, Bilan de l'emploi associatif sanitaire et social, 2025.













Pour certaines associations, ce n'est déjà plus une hypothèse

La conférence de presse du 8 octobre a également donné la parole à plusieurs associations, qui, faute de moyens suffisants, risquent à court terme d'arrêter leur activité. Leurs témoignages illustrent le basculement que la campagne veut rendre visible : pour certaines structures, « Et si nous arrêtions vraiment ? » n'est plus une question théorique.

« L'étau se resserre » pour les associations de solidarité

La Fédération des acteurs de la solidarité a présenté à cette occasion les premiers résultats de son étude 2026 « Associations de solidarité : l'étau se resserre », qui actualise son état des lieux de 2025 sur la situation économique et humaine des associations de solidarité. Le constat est sans appel :

- **45% des structures ont réduit ou fermé au moins une activité en 2025.**
- **4 associations sur 5 anticipent une dégradation ou une incertitude totale sur les douze prochains mois.**
- **77% déclarent une baisse de leurs financements.**

À titre de repère, l'édition 2025 montrait déjà que 50,5% des structures répondantes constataient une dégradation de leur trésorerie sur trois ans et qu'**une association sur trois était menacée de disparition**.

« Nous ne voulons pas nous arrêter. Nous demandons les moyens de continuer »

Notre mobilisation ne consiste pas à menacer d'abandonner les personnes que nous accompagnons. Elle vise au contraire à rendre visible ce que notre société tient aujourd'hui pour acquis parce que les associations continuent, malgré tout, à tenir. Nous demandons les moyens de continuer à remplir durablement nos missions. »**, déclare Daniel Goldberg, président de l'Uniopss.**



Du 12 au 17 octobre : rendre visibles les conséquences partout en France

Du 12 au 17 octobre, les associations, fédérations, réseaux, salariés et bénévoles mobilisés déclineront la campagne partout en France : rassemblements dans l'espace public, rencontres avec les élus et parlementaires, portes ouvertes, banderoles sur les façades des structures, interpellations des décideurs publics ou encore actions symboliques.

Parmi les premières mobilisations annoncées : **un rassemblement devant la préfecture du Nord à Lille le 15 octobre**, autour d'une action symbolique « Faire la manche pour remettre de l'argent à l'État qui n'en a plus pour nous » ; **une mobilisation place de l'Hôtel de Ville à Lyon le 16 octobre**, mêlant spectacle vivant, prise de

parole publique et interpellation des parlementaires ; **des rencontres avec les parlementaires à Rouen et Caen le 16 octobre** ; ou encore **des petits-déjeuners des solidarités organisés en Normandie du 12 au 15 octobre**, réunissant élus locaux, responsables associatifs et acteurs des solidarités.

À Paris, **une mobilisation est également prévue devant l'Assemblée nationale (place Edouard Herriot) le 15 octobre à 12h**, avec prises de parole, rencontres avec les parlementaires et animations.

D'autres initiatives sont en préparation à Toulouse, Montpellier, Rennes et dans de nombreux territoires. **Plus de 50 organisations nationales ont déjà rejoint la mobilisation.**

Les citoyens appelés à rejoindre la mobilisation

La mobilisation « Et si nous arrêtions vraiment ? » ne concerne pas uniquement les associations. Avec la pétition nationale lancée le 6 octobre, l'Uniopss et les organisations mobilisées invitent les citoyens, les personnes accompagnées, leurs proches, les professionnel(le)s et les bénévoles à se mobiliser à leurs côtés et à interpeller avec elles les pouvoirs publics.

À travers cette pétition, associations et citoyens demandent ensemble aux pouvoirs publics de :

- **Garantir aux associations les moyens d'agir.** On ne peut pas demander aux associations de répondre à des besoins qui augmentent avec des moyens qui diminuent.
- **Ne plus prendre de décisions budgétaires sans en mesurer les conséquences humaines.** Derrière une ligne budgétaire supprimée, il y a une place qui disparaît, un accompagnement qui s'arrête, un professionnel qui manque ou une personne laissée sans solution.
- **Considérer les solidarités comme des choix essentiels pour toute la société.** Aider, accompagner, protéger et prendre soin ne sont pas des dépenses comme les autres : ce sont des choix essentiels de société.
- **Reconnaitre la valeur du travail des professionnel(le)s.**

PÉTITION : « Signez pour que nous n'ayons pas à arrêter vraiment »

À propos de l'Uniopss
Association loi 1901 reconnue d'utilité publique, l'Uniopss rassemble les acteurs associatifs des secteurs sanitaire, social et médico-social. Elle porte auprès des pouvoirs publics la voix collective de ces associations, engagées aux côtés des personnes vulnérables et fragiles afin de développer les solidarités.

Contacts presse

Agence Etycom - Aelya Noiret - 06 52 03 13 47 - a.noiret@etycom.fr